

La Réplique



SOLIDARITÉ ET LEADERSHIP AU CONGRÈS NATIONAL DU SCFP

LES MILITANTS DU SCFP SE SERVENT D'OUTILS EN LIGNE POUR RECRUTER ET FAIRE CAMPAGNE

La lutte pour garder les services *publics*

FOCUS: QUE SE PASSE-T-IL SUR LA COLLINE?

Des dons du SCFP aident les collectivités frappées par des désastres

Ne les laissez pas vous dire que c'est impossible

 @scfpnat

DE QUOI TWEETER !



PRIVATISATION MISE À JOUR TORONTO

Des livres aux ordures, les sections locales du SCFP de Toronto défendent les services



Les membres des sections locales 416, 79 et 4948 du SCFP sont très occupés. En effet, en plus de se préparer aux négociations, ils luttent pour empêcher le Maire Ford de faire des compressions radicales dans les services.

Des livres aux ordures, le maire Ford ne cesse de s'en prendre aux services publics.

Malgré un tollé général, Rob Ford est déterminé à sabrer dans les services. Des centaines de personnes ont attendu pendant des heures pour dénoncer les compressions prévues, mais en vain. Jusqu'à maintenant, le maire

Ford fait la sourde oreille.

Toronto est une ville où il fait bon vivre, en grande partie grâce à la qualité de ses services publics. Les cols bleus (section locale 416), les cols blancs (section locale 79) et les travailleurs des bibliothèques (section locale 4948) intensifient la pression grâce à des campagnes en ligne lancées pour protéger les services publics.

Ceux qui visitent le site Web de la section locale 79 du SCFP peuvent écrire des lettres à leurs conseillers municipaux. Sur le site de la section locale 416, ils peuvent signer une pétition en ligne. La campagne de la

section locale 4948 inclut aussi une pétition en ligne, en plus de miser sur l'attractivité de vedettes de la littérature de la ville, comme Margaret Atwood.

À la veille de leurs négociations, les trois sections locales s'engagent à lutter contre les compressions et à défendre des services de qualité. Elles sont bien décidées à négocier des règlements équitables qui assurent le maintien des services et des emplois.

CUPELOCAL79.ORG
LOCAL416.COM
OURPUBLICLIBRARY.TO

■ Janet Szliske

LES PERSONNES ÂGÉES PERDENT LEURS LITS

Voulant désespérément libérer des lits de soins de courte durée après des années de compressions, les hôpitaux donnent leur congé aux personnes âgées, qu'elles soient en santé ou non, selon Michael Hurley, président du Conseil des syndicats d'hôpitaux de l'Ontario (CSHO).

Au cours des 15 dernières années, les compressions imposées par le gouvernement ontarien ont mené à l'élimination de 18 500 lits de soins de courte durée. Avec un taux d'occupation de presque 98 pour cent, la province compte le plus faible nombre de lits disponibles de tout le monde développé.

« L'une des façons qu'a trouvées le ministère pour remédier à la situation, c'est de suggérer aux patients âgés de déménager dans des foyers de soins, a précisé M. Hurley. Dans certains cas, ils reçoivent leur congé de l'hôpital même s'ils sont toujours gravement malades. »

Ces personnes finissent souvent dans des foyers de soins à but lucratif non réglementés, sans normes de soins. M. Hurley a cité le cas, à Toronto, d'un homme incapable de se nourrir seul et qui a été envoyé dans un tel établissement où il est mort de faim.



Cet été, le CSHO a créé une ligne directe, le 888-599-0770, que les gens peuvent appeler pour parler de leur expérience. Le Conseil organisera des conférences de presse avec les personnes qui appellent et qui sont prêtes à témoigner, en plus d'appuyer une contestation juridique pour discrimination fondée sur l'âge. Depuis l'ouverture de la ligne, M. Hurley soutient avoir été « inondé d'appels ».

Au printemps et à l'été, le CSHO s'est aussi rendu dans 35 localités du nord et du centre de l'Ontario avec un décor de théâtre représentant une chambre d'hôpital. Une infirmière y expliquait comment éviter les milliers de maladies acquises en milieu hospitalier dont sont victimes les Ontariens chaque année.

Pour en savoir plus, visitez : **OCHU.ON.CA**

■ Craig Saunders

LA PUBLICATION TRIMESTRIELLE DU SCFP AUTOMNE 2011

La Réplique

ISSN imprimé 1920-2857
ISSN en ligne 1920-2865

La Réplique est publiée par le Syndicat canadien de la fonction publique. Adressez toutes lettres à la rédaction à :

SCFP-Communications
1375, boul. Saint-Laurent
Ottawa, ON, K1G 0Z7
Téléphone : 613-237-1590
Télécopieur : 613-237-5508

Convention Poste-publications
Numéro 40005741

Retourner les envois canadiens non distribuables à :
SCFP-Communications
1375, boul. Saint-Laurent
Ottawa, ON, K1G 0Z7

Visitez le site Web du SCFP à scfp.ca ou communiquez avec nous à cupemail@cupe.ca

Rédactrice en chef Catherine Louli
Directrice des communications Heather Fraser
Graphiste Jocelyn Renaud

Adjointes à la rédaction Hélène Bélanger, Julie Jobin, Valérie Ménard.

Collaborateurs Beth Smillie, Colleen Reynolds, Craig Saunders, Greg Taylor, Heather Fraser, Janet Szliske, Pierre Ducasse, Wes Payne.

SYNDICAT CANADIEN DE LA FONCTION PUBLIQUE
CONSEIL EXÉCUTIF NATIONAL

Président national Paul Moist
Secrétaire-trésorier national Claude Généreux

Vice-présidences générales Daniel Légère • Lucie Levasseur • Fred Hahn • Tom Graham • Barry O'Neill

Vice-présidences régionales

Wayne Lucas / Terre-Neuve-et-Labrador • Danny Cavanagh / Nouvelle-Écosse • Sandy Harding / Nouveau-Brunswick • Lori MacKay / Île-du-Prince-Édouard • Charles Fleury / Québec • Nathalie Stringer / Québec • Candace Rennick / Ontario • Michael Hurley / Ontario • Henri Giroux / Nord de l'Ontario • Mike Davidson / Manitoba • Judy Henley / Saskatchewan • Marle Roberts / Alberta • Mark Hancock / Colombie-Britannique • Ken Robinson / Colombie-Britannique

Vice-présidences de la diversité Brian Barron • Yolanda McClean

Imprimé par une entreprise syndiquée sur du papier recyclé à 50 % contenant 30% de matières recyclées après consommation, et libre de chlore élémentaire, certifié par le Forest Stewardship Council.



Profil d'une déléguée

Irene Romero et sa famille ont dû quitter le Guatemala parce que son mari était militant syndical. Aujourd'hui, c'est elle qui milite. Voici pourquoi.

Imaginez un lieu de travail municipal où un travailleur syndiqué sur trois est payé dix dollars de l'heure (ou moins), n'a pas d'avantages sociaux et est considéré comme un « bloc d'heures » plutôt qu'un employé.

C'est la réalité de nombreux membres de la section locale 2669 du SCFP à la bibliothèque publique de Saskatoon. « Les commis

sont les ouvriers manuels de la bibliothèque, explique Dolores Douglas, vice-présidente de la section locale. Ce sont eux qui trient les livres, les CD et autres documents et qui remplissent les étagères. La bibliothèque ne pourrait pas exister sans eux, mais ils sont traités comme des travailleurs de deuxième classe et n'obtiennent aucune reconnaissance. »

C'est ce genre de situation qui a motivé Irene Romero et Deanna Jenkin à jouer un rôle plus actif au SCFP en devenant déléguées syndicales.

« Beaucoup de femmes et d'étudiants travaillent comme commis à la bibliothèque, explique Irene, qui a elle-même été commis pendant 12 ans avant d'obtenir un poste de commis de bibliothèque. C'est un travail très dur. La plupart des commis doivent rester debout toute la journée et n'ont pas de congés de maladie. Pourtant, ils doivent lutter pour avoir quelques heures de plus pour arriver à joindre les deux bouts. Cela me dérange vraiment. »

Irene a décidé de devenir

déléguée syndicale au SCFP afin d'exiger un meilleur salaire et de meilleures conditions de travail pour les commis et d'autres membres de la section locale. « Mon espoir, c'est qu'un plus grand nombre de mes collègues s'intéressent aux activités du syndicat afin que nous puissions changer les choses », avoue-t-elle.

Deanna Jenkin, une autre déléguée syndicale du SCFP à la bibliothèque, veut aussi améliorer la situation des commis. « C'est honteux qu'ils soient si peu payés », déplore-t-elle, ajoutant que l'augmentation du nombre de postes à temps plein est aussi une priorité. Près de 70 pour cent des 251 membres de la bibliothèque travaillent à temps partiel.

Deanna aimerait aussi plus de soutien et de reconnaissance de la part des gestionnaires de la bibliothèque. « La bibliothèque n'est pas une très grande organisation. Ce serait formidable de voir les gestionnaires sortir de leur bureau et se mettre un peu à notre place. »

■ Beth Smillie



FIERTÉ 2011: UNE CÉLÉBRATION DE LA DIVERSITÉ PARTOUT AU PAYS

Habillés de vêtements aux couleurs bigarrées et arborant leurs drapeaux syndicaux, des membres du SCFP de tout le pays sont venus en grand nombre célébrer la Fierté dans leurs collectivités. De Halifax à Vancouver en passant par plusieurs villes et villages, les militants LGBTT ont célébré la diversité de l'identité et de l'orientation sexuelles.

Les membres du SCFP ont participé à des défilés à Halifax, Montréal, Toronto, Winnipeg, Saskatoon, Edmonton et dans beaucoup d'autres villes du pays.

Visitez :

CUPE.BC.CA/NEWS/VIDEOS
PRIDEINOURWORK.CA

■ Wes Payne

PRÉSIDENT NATIONAL PAUL MOIST

Il nous a quittés, mais jamais nous ne l'oublierons

L'été a pris fin sur une note crève-cœur avec des pertes qui nous ont durement frappés.

Nous avons perdu deux consœurs, Ann-Marie Chassie et Ute Meritt, dans l'écrasement du vol 6560 de First Air à Resolute, au Nunavut, à la fin d'août. Le pilote, Blair Rutherford, était marié à la consœur Tatiana Rutherford, secrétaire-trésorière de la composante de First Air.

Nous transmettons nos sincères condoléances aux familles de nos membres éprouvés et à celles des huit passagers qui ont aussi perdu la vie.

J'ai eu l'honneur d'assister, à Ottawa, à la veillée aux chandelles organisée en mémoire des membres d'équipage et des passagers. Des veillées ont aussi eu lieu à Edmonton et à Yellowknife. Ce rassemblement de consœurs et de confrères du SCFP a offert un petit rayon de lumière à un moment particulièrement sombre de notre histoire.

Quelques jours après l'écrasement, le SCFP et l'ensemble du pays ont été frappés par une autre perte dévastatrice.

Comme beaucoup de Canadiens, j'ai eu un choc lorsque j'ai appris que mon bon ami – mon confrère – Jack Layton était mort. Les mots peuvent à peine décrire la tristesse provoquée par la perte de ce leader inspirant et visionnaire.

Il a été difficile de passer de l'enthousiasme suscité par l'immense victoire remportée par les néo-démocrates dirigés par Jack, à la tristesse ressentie quelques courts mois plus tard en le voyant bravement laisser son poste

de leader du NPD et de l'opposition fédérale pour lutter contre un nouveau cancer. Puis, le 22 août, avec des centaines de milliers d'autres Canadiens, j'ai éprouvé une peine immense en apprenant son décès. Il laisse un trou béant dans le cœur politique de notre pays.

Encore une fois, cependant, il y a un peu de lumière dans notre deuil : une lettre de Jack dans laquelle il nous reconforte et montre sa compassion sans limites. En sa mémoire, il nous demande de poursuivre le projet auquel il croyait si passionnément : faire du Canada, ensemble, un pays meilleur, plus juste et plus équitable.

Au prochain congrès national du SCFP, nous rendrons hommage à Jack, ainsi qu'aux consœurs Ann-Marie et Ute, en continuant de bâtir un meilleur Canada. Comme l'a écrit Jack, nous serons remplis d'amour, d'espoir et d'optimisme. Et nous changerons le monde.

PAUL MOIST EN LIGNE twitter.com/CUPENatPres



 Suivez Paul Moist sur Twitter



Merci confrère Claude

Après 10 années de bons et loyaux services comme secrétaire-trésorier national, nous souhaiterions bonne chance au confrère Claude Généreux, qui a décidé de ne pas se représenter à son poste.

Ce fut un plaisir de travailler avec Claude et il a fait un travail vraiment remarquable pour tous les membres du SCFP. Il a aidé à rendre le SCFP plus fort que jamais et je le remercie sincèrement pour tout ce qu'il a fait et pour son amitié.

FOCUS :

QUE SE PASSE-T-IL SUR LA COLLINE?



LA LUTTE EN FAVEUR DES RÉGIMES DE RETRAITE PUBLICS EST LOIN D'ÊTRE TERMINÉE

La façon la plus efficace de faire face à la crise de la sécurité du revenu à la retraite au Canada est d'étendre la portée des régimes de retraite publics.

Plus de 11 millions de Canadiens sont sans régime de retraite au travail et tout le monde sait que les prestations actuelles du Régime de pensions du Canada et du Régime des rentes du Québec

ne suffisent pas à répondre aux besoins des retraités canadiens.

Malgré ces faits stupéfiants, le gouvernement conservateur fédéral continue de privilégier les banques et l'industrie de la finance aux dépens des Canadiens. Affirmant que les provinces ne s'entendent pas sur l'expansion du RPC et du RRQ, le ministre des Finances

Jim Flaherty appuie plutôt d'inefficaces régimes de pension agréés collectifs (RPAC).

Pourtant, six provinces sur dix appuient l'expansion du RPC et du RRQ et 80 pour cent des Canadiens croient que cette expansion devrait être la priorité du gouvernement Harper s'il veut régler le problème de la sécurité du revenu à la retraite.

D'ici la fin de l'année, les ministres des Finances du Canada se réuniront pour discuter, entre autres, de régimes de retraite publics.

En participant à la campagne du Congrès du travail du Canada, la sécurité des retraites pour tous et en collaboration avec les néo-démocrates, le SCFP fera connaître aux ministres

et à la population les intérêts des travailleurs et les désirs des Canadiens avant cette grande réunion.

Pour en savoir plus et pour transmettre le message au gouvernement canadien, visitez la page : La sécurité des retraites pour tous du CTC à CONGRESdutRavail.ca.

■ Greg Taylor

QUE NOUS RÉSERVE LA SESSION PARLEMENTAIRE?

Le 19 septembre, le Parlement a repris ses activités et une nouvelle saison politique a commencé à Ottawa. Le premier ministre Harper dit vouloir s'occuper de la situation fragile de l'économie mondiale. Mais qu'est-ce que cela signifie? Est-ce qu'il veut accorder d'autres baisses d'impôt aux entreprises ou prendra-t-il des mesures qui créeront de bons emplois, grâce à des services publics efficaces et à des investissements stratégiques?

Le SCFP sera là. Il parlera aux députés du gouvernement et de l'opposition des enjeux d'importance pour nos membres et collaborera étroitement avec l'opposition officielle du NPD afin que ces enjeux soient inscrits à l'ordre du jour des débats du Parlement.

Des enjeux comme les accords de commerce, la santé, les régimes de retraite et un budget fédéral qui fait passer l'intérêt des travailleurs avant celui des grandes entreprises doivent faire l'objet de débats publics.

Nous poursuivrons notre tournée nationale sur l'AÉCG – l'Accord économique et commercial global – que le Canada est en train de négocier avec l'Union européenne.

Nous nous efforcerons d'élargir le débat sur la santé pour que notre système de santé public réponde aux besoins actuels et futurs des familles.

Et nous poursuivrons, avec nos confrères et consœurs du mouvement syndical, la campagne entreprise par le Congrès du travail du Canada sur la sécurité de la retraite pour tous.

Les néo-démocrates s'efforceront de concrétiser la vision de Jack Layton pour un pays meilleur. Et ils éliront une ou un leader pour réaliser notre vision commune. Le Parti libéral et le Bloc Québécois se cherchent aussi de nouveaux chefs.

Dans ce contexte, il est plus important que jamais que les membres du SCFP soient au courant des enjeux qui nous importent. Participez. Votre voix compte.

Abonnez-vous au SCFP Aujourd'hui pour rester au courant.

SCFP.CA/SUBSCRIBE

■ Heather Fraser



SELON LES SONDAGES

Que pensent les Canadiens de l'AÉCG?

77 pour cent sont opposés à l'accord s'il mène à une hausse du prix des médicaments d'ordonnance.

60 pour cent sont opposés à l'accord s'il ouvre l'approvisionnement gouvernemental à des sociétés de l'Union européenne.

52 pour cent sont opposés à l'accord s'il ouvre les services de traitement des eaux à la concurrence de sociétés européennes.



Source : Sondage mené par le SCFP et Environics Research en mai 2011.



La recherche montre que les services publics fournissent un avantage équivalent à 41 000 \$ par année à la famille moyenne canadienne

LE PROCHAIN BUDGET FÉDÉRAL DOIT ÊTRE ÉQUILIBRÉ

La reprise économique est considérablement menacée au Canada et les mesures prises dans le budget fédéral de 2012 seront critiquées pour la protection des travailleurs canadiens.

Il faut bien sûr s'occuper de problèmes à court terme, mais le SCFP insiste aussi sur l'importance de s'attaquer aux lacunes à long terme : productivité stagnante, lente croissance salariale et économie de plus en plus inéquitable.

Lors de la consultation budgétaire, le SCFP a proposé trois grandes recommandations pour une approche plus équilibrée

et productive plutôt que des compressions dans les services publics et des baisses d'impôts aux entreprises.

Des services publics de qualité sont essentiels au partage de la prospérité et à un niveau de vie élevé pour tous les Canadiens. Le SCFP demande au gouvernement fédéral de *soutenir et d'accroître les dépenses, les services et les emplois publics*. Il faut notamment maintenir les niveaux actuels de dépenses des programmes, en insistant particulièrement sur le maintien des taux d'augmentation des transferts provinciaux pour la santé, l'éducation,

les services sociaux et les paiements de péréquation. Les compressions nuisibles imposées aux dépenses de programmes prévues dans le budget de 2011 doivent être annulées.

La recherche montre que les services publics fournissent un avantage équivalent à 41 000 \$ par année à la famille moyenne canadienne. La réduction des dépenses publiques nuit à l'économie et abaisse le niveau de vie des Canadiens — surtout des plus vulnérables.

Depuis 20 ans, le système fiscal canadien favorise nettement les plus riches. Pour corriger cette injustice, le

SCFP préconise la *mise en œuvre d'une réforme fiscale équitable* par la restauration du taux d'impôt des entreprises, l'élimination des échappatoires fiscales excessives, l'augmentation des taxes imposées au secteur financier et l'instauration d'une nouvelle fourchette d'imposition aux personnes gagnant plus de 250 000 \$. Ensemble, ces mesures pourraient générer plus de 29 milliards de dollars par année, ce qui est plus qu'assez pour éliminer le déficit, stopper la réduction nuisible des dépenses et financer d'importants nouveaux programmes.

Le gouvernement fédéral doit *promouvoir l'investissement dans une croissance durable et dans la création d'emplois*, en commençant par un programme revitalisé de financement de l'infrastructure publique. Il doit remplacer son attitude laxiste en matière de développement de l'industrie par un développement sectoriel stratégique coordonné qui favorise l'investissement privé et crée des emplois de qualité durables.

Consultez le mémoire présenté à la consultation budgétaire fédérale de 2012 à **SCFP.CA**

■ **Greg Taylor**

L'AÉCG MENACE LES COLLECTIVITÉS CANADIENNES

Le gouvernement conservateur de Stephen Harper veut signer l'Accord économique et commercial global (AÉCG) avec l'Union européenne au début de l'année prochaine.

C'est la première fois que les marchés publics locaux sont inclus dans un accord de commerce et cela menace la démocratie et le droit des administrations municipales d'acheter localement. « Les Canadiens reconnaissent l'importance du commerce international, mais ils veulent que les ententes soient justes et dans l'intérêt de leurs collectivités », affirme Paul Moist, président national du SCFP.

En vertu de l'AÉCG, de grandes sociétés multinationales pourraient prendre le contrôle de la prestation de services publics vitaux – comme l'eau, le transport en commun, l'énergie et la santé – avec ou sans l'accord des collectivités locales. Les coûts de santé augmenteront de 2,8 milliards de dollars, car l'entente s'applique aux droits de propriété intellectuelle des compagnies pharmaceutiques, ce qui signifie qu'il faudra attendre plus longtemps la mise en marché des médicaments génériques et donc que les coûts seront plus élevés. L'AÉCG est une mauvaise affaire pour les collectivités.

Le SCFP et le Conseil des Canadiens entreprennent une tournée pour expliquer les dangers de l'AÉCG, en s'arrêtant dans chaque province. Nous avons aussi établi des liens avec des députés du Parlement européen. En effet, des représentants du SCFP ont assisté, avec le Réseau pour le commerce juste, aux pourparlers commerciaux en Europe, où ils ont rencontré des alliés européens et des députés et suivi le déroulement des discussions.

Le SCFP collaborera étroitement avec le nouveau député néo-démocrate Robert Chisholm, critique de l'opposition en matière de commerce, afin de favoriser la tenue d'un débat ouvert et approfondi sur cette entente.

■ **Janet Szliske**

C'est la première fois que les marchés publics locaux sont inclus dans un accord de commerce et cela menace la démocratie et le droit des administrations municipales d'acheter localement.



Têtes-à-têtes!



Dans ma voiture qui avançait pouce par pouce dans la fumée dense, je ne pouvais distinguer que le parechoc devant moi. J'entendais une explosion et je savais que les maisons brûlaient tout autour de nous. Les vingt minutes que j'ai mises à me rendre à la rue principale ont été les plus longues de ma vie. La fumée m'empêchait de voir la voiture de ma fille et je ne savais pas si mes enfants étaient en sécurité.

— Elaine Ulm, chauffeuse d'autobus scolaire, membre de la section locale 1038 du SCFP

Des dons du SCFP aident les collectivités frappées par des désastres

Elaine Ulm, membre de la section locale 1038 du SCFP, a raconté à *La Réplique* ce qui s'est passé lorsqu'elle a dû fuir sa maison de Slave Lake le 15 mai. Deux incendies de forêt, alimentés par des bourrasques de 150 km/h, convergeaient sur la ville lorsque le vent a soudainement changé de direction.

M^{me} Ulm et sa famille se sont rendues à Calgary ce soir-là, où ils ont été accueillis par des parents. Maintenant, comme beaucoup d'autres qui ont perdu leur maison, ils vivent sur un terrain de camping près de Slave Lake et espèrent avoir un logement acceptable avant l'hiver.

Les incendies ont obligé 15 000 personnes à fuir Slave Lake et la région.

« La collectivité de Slave Lake s'est vraiment serré les coudes pour survivre à une situation désastreuse », a déclaré Marle Roberts, pré-

sidente de la division du SCFP de l'Alberta.

Marle Roberts était à Slave Lake pour présenter un don de 20 000 \$ à la Croix-Rouge de l'Alberta au nom des membres du SCFP de tout le Canada et du Conseil exécutif national.

Cinq maisons appartenant à des membres de la section locale 1038 du SCFP, chauffeurs d'autobus pour le district scolaire de High Prairie, ont brûlé. Pour faire un don directement à la section locale 1038, postez votre chèque à : Boîte 1735, High Prairie, Alberta T0G 1E0.

En plus des incendies de Slave Lake, il y a eu des inondations dévastatrices en Saskatchewan, au Manitoba et au Québec. À la demande du Manitoba et de la Saskatchewan, le SCFP a donné 20 000 \$ pour les opérations de secours – et les sections locales du SCFP ont ajouté encore 20 000 \$ –

en appui aux résidents de la Saskatchewan touchés par les inondations de cet été et, plus récemment, par une tornade. Quant aux Manitobains, qui ont subi leurs pires inondations depuis des décennies, ils ont aussi reçu un chèque de 20 000 \$.

« J'espère que ces dons aideront à rebâtir et offriront un peu de réconfort à celles et ceux dont les vies ont été bouleversées », a déclaré Paul Moist, président national du SCFP.

« Nos membres ont souffert de ces désastres comme tant d'autres dans leurs localités, a souligné Claude Généreux, secrétaire-trésorier national du SCFP. Ils sont extrêmement fiers de leurs communautés et l'ensemble du SCFP fera tout ce qu'il pourra pour les aider à reconstruire et à reprendre une vie normale. »

■ Janet Szliske



COALITION POUR L'ÉQUITÉ SALARIALE

Vallie Stearns a été élue présidente de la Coalition pour l'équité salariale du Nouveau-Brunswick à l'assemblée générale de juin, dont le slogan était « Mettre l'équité salariale en marche ».

« Je suis à la fois honorée et enthousiasmée », a déclaré Vallie Stearns, conseillère syndicale, qui a déjà travaillé pour un refuge de transition pour femmes victimes de violence conjugale, l'un des secteurs visés pour l'équité salariale. « Je crois qu'il est temps que les femmes reçoivent un salaire égal pour un travail d'égale valeur. »

À l'assemblée générale de 2011, les membres de la Coalition ont été invités à réfléchir au renouvellement de leurs stratégies pour aller de l'avant. La conférencière invitée, Leah Levac, a parlé de leadership partagé et d'effets collectifs.

« D'importants défis nous attendent, mais je suis certaine qu'ensemble, nous pourrons les relever, a affirmé M^{me} Stearns. Il faut de toute urgence une loi sur l'équité salariale pour le secteur privé au Nouveau-Brunswick. Les auxiliaires familiales et les éducatrices de la petite enfance se font dire qu'elles devront attendre au moins une autre année avant que les recommandations relatives aux ajustements d'équité salariale soient soumises aux ministères, ce qui indique clairement que les 'mesures volontaires' sont inefficaces. »

La nouvelle présidente veut aussi que la Coalition suive de près la mise en œuvre de la *Loi sur l'équité salariale de 2009*, qui s'applique au secteur public, afin que les évaluations d'emploi et les calculs d'équité salariale soient terminés dans les délais prescrits par la Loi – c'est-à-dire avant la fin de mars 2012 – après quoi les ajustements nécessaires devraient commencer.

EQUITE-EQUITY.COM

en bref

Lettres à la rédaction

J'ai été heureuse de lire que tant de membres présents et passés du SCFP ont été élus à la Chambre des communes. Je voulais toutefois souligner que vous en avez omis un dans votre article (*La Réplique*, numéro d'été 2011) : Mathieu Ravignat, nouveau député néo-démocrate de Pontiac (Québec) qui a été l'un des fondateurs de la section locale 2626 du SCFP.

Fida Abou-Nassif
Section locale 1281 du SCFP

La Réplique :

Félicitations à Mathieu Ravignat, nouveau député néo-démocrate de Pontiac (Québec).



Courez la chance de gagner un iPad 2 ou un BlackBerry Playbook



Les membres du SCFP peuvent gagner un iPad2 ou un BlackBerry PlayBook en « aimant » la page Facebook du SCFP! Les noms des gagnants seront annoncés le dernier jour du congrès national, le 4 novembre 2011. Les détails et règles du concours suivront bientôt.

SCFP.CA
FACEBOOK.COM/CUPESCFP
TWITTER.COM/SCFPNAT
YOUTUBE.COM/CUPESCFP

Santé et sécurité et ressources pour les négociations collectives

Avez-vous vu *Le Canari*? Le bulletin trimestriel de ressources en santé-sécurité du SCFP a un nouveau nom et un nouveau look! Vous y trouverez les dernières nouvelles dans le domaine et de précieuses informations.

Consultez le bulletin en ligne à **SCFP.CA/CANARI**

Et, pendant que vous y êtes, voyez notre dernier numéro de *Pourparlers*, le bulletin du SCFP sur les négociations, qui s'est lui aussi refait une beauté.

Pour vous abonner, allez à **SCFP.CA/ABONNER**.

De quoi tweeter! Le congrès national de 2011 en ligne



Les médias sociaux permettent aux membres du SCFP de participer au congrès national de 2011 de nombreuses façons, qu'ils soient au Palais des congrès de Vancouver en personne ou bien installés chez eux. Les délégués et des milliers d'autres individus ou groupes participeront au congrès à distance, par Facebook, Twitter, YouTube et notre site Web scfp.ca.

Suivez le compte Twitter officiel du SCFP **@scfpnat** et le mot-clé du congrès **#CUPE2011** pour vivre la discussion en temps réel.

VEILLÉES À LA CHANDELLE POUR LES VICTIMES DE L'ÉCRASEMENT DE FIRST AIR

Douze personnes – quatre membres d'équipage et huit passagers – ont perdu la vie le 20 août lorsqu'un appareil de First Air s'est écrasé à Resolute, au Nunavut.

La tragédie a causé la mort de deux agents de bord, Ann-Marie Chassie et Ute Meritt, toutes deux membres du SCFP. Le pilote, Blair Rutherford, dont l'épouse était agent de bord chez First Air, et le copilote Dave Hare ont aussi perdu la vie.

Près de 1 000 personnes ont participé à une veillée organisée pour les victimes de l'écrasement à Yellowknife. La cérémonie, tenue dans un hangar, a montré l'ampleur de la tristesse éprouvée par l'ensemble de la communauté. Ryan Peters, un pasteur local qui est aussi agent de bord à temps partiel chez First Air, animait la cérémonie. En outre, quelques quinze appareils de différentes compagnies aériennes

et entreprises d'hélicoptères ont survolé le site.

Des centaines de personnes se sont aussi rassemblées à Ottawa, pour participer à une veillée aux chandelles au monument des travailleurs au parc Vincent Massey.

De nombreux membres du SCFP, accompagnés du président national Paul Moist et du secrétaire-trésorier national Claude Généreux, y étaient pour montrer leur soutien et leur solidarité.

« First Air est une famille, une famille qui a été très éprouvée, a déclaré M. Moist. En ces moments difficiles, nous serrons les rangs et nous offrons notre solidarité aux familles des victimes, à la famille de First Air et à la grande famille des agents de bord. »

La cérémonie a pris fin sur un émouvant tableau de 12 ballons lâchés dans le ciel, un pour chaque victime.

■ **Pierre Ducasse**



PUBLIC

PRIVÉ

Sondage Probe Research – Juin 2011

DEMANDONS À NOS LEADERS POLITIQUES DE SE PRONONCER

L'AVENIR D'HYDRO-MANITOBA UN ENJEU ÉLECTORAL

Résultat : neuf Manitobains sur dix veulent qu'Hydro-Manitoba reste publique.

C'est unanime – à leur congrès, les membres du SCFP-Manitoba ont décidé d'entreprendre une campagne contre la privatisation d'Hydro-Manitoba. La campagne bat son plein et se poursuivra jusqu'aux élections provinciales prévues le 4 octobre.

La privatisation est un enjeu d'importance pour les Manitobains. En effet, peut

après avoir remporté les élections de 1995, l'ancien premier ministre conservateur Gary Filmon avait vendu le système téléphonique du Manitoba (MTS), ce qu'il avait pourtant promis de ne pas faire.

En juin, le SCFP-Manitoba, avec la section locale 2034 de la Fraternité internationale des ouvriers en électricité (FIOE) et le Syndicat des communications, de l'énergie et du papier (SCEP), a demandé à Probe Research de mener un sondage d'opinion sur l'avenir d'Hydro-Manitoba.

Résultat : neuf Manitobains sur dix veulent qu'Hydro-Manitoba reste publique. En outre, deux Manitobains sur trois croient que la privatisation

d'Hydro-Manitoba est un enjeu important qui doit être abordé pendant la campagne électorale.

Partout au Manitoba, des panneaux-réclame invitent les électeurs à demander aux chefs de partis leur position sur la privatisation de l'hydro-électricité. Les publicités, combinées à un rapport exhaustif rédigé par le CCPA, *Power Struggle : Manitoba Hydro and the Spectre of Privatization* (Pouvoir et énergie : Hydro-Manitoba et le spectre de la privatisation), ont réussi à faire de la privatisation de l'énergie un enjeu clé dans la campagne électorale provinciale.

SCFP.CA/MANITOBA

■ **Liam Martin**

ENTREVUE

Une dernière entrevue avec Claude Généreux, en tant que secrétaire-trésorier national du SCFP.



PIERRE DUCASSE : Claude, tu quittes très bientôt tes fonctions comme secrétaire-trésorier national. En regardant vers l'avenir, quels sont selon toi les grands défis auxquels le SCFP doit se préparer?

CLAUDE GÉNÉREUX : Premièrement, comme syndicat, nous ne pouvons plus rien tenir pour acquis. Nous avons vu, avec les cas de Postes Canada et d'Air Canada, que nous avons un gouvernement fédéral, avec ses menaces de lois spéciales, qui n'accepte même pas le principe de la négociation collective. Cela rappelle la grève des contrôleurs aériens aux États-Unis en 1981 qui avaient été écrasés par Reagan, avec un recul important de droits syndicaux. Nous devons contrer le déclin et la décroissance continue du mouvement syndical que nous vivons depuis près de trente ans.

Il est également inquiétant de voir la place démesurée qu'occupe l'économie de type spéculative. Nous avons une espèce d'« hyperréalité financière » qui affecte négativement les vrais emplois. La crise que nous avons connue et l'endettement public sont des conséquences de la folie de certains « ingénieurs financiers » qui voulaient faire des milliards par la simple spéculation et non pas par la création de la richesse réelle.

Troisièmement, je soulignerais les dangers de certaines ententes de libre-échange, comme celles avec différents pays de l'Amérique Latine et l'Europe. Ces

ententes signifient un retour à une société quasi féodale et inégalitaire. Par exemple, au Mexique, dix personnes possèdent dix pour cent de la richesse de tout le pays. Par ailleurs, de nombreuses sociétés privées aimeraient bien pouvoir utiliser ces accords pour mettre la main sur nos services publics. Nous devons aussi continuer les batailles contre la privatisation des ressources comme l'eau, par exemple.

Enfin, je mentionnerais le défi du climat. La justice sociale et économique implique que nous avons le devoir de protéger notre planète. Il faut investir pour assurer une juste transition vers une économie verte, tout en créant des emplois. Notre syndicat devra continuer ses actions en ce sens.

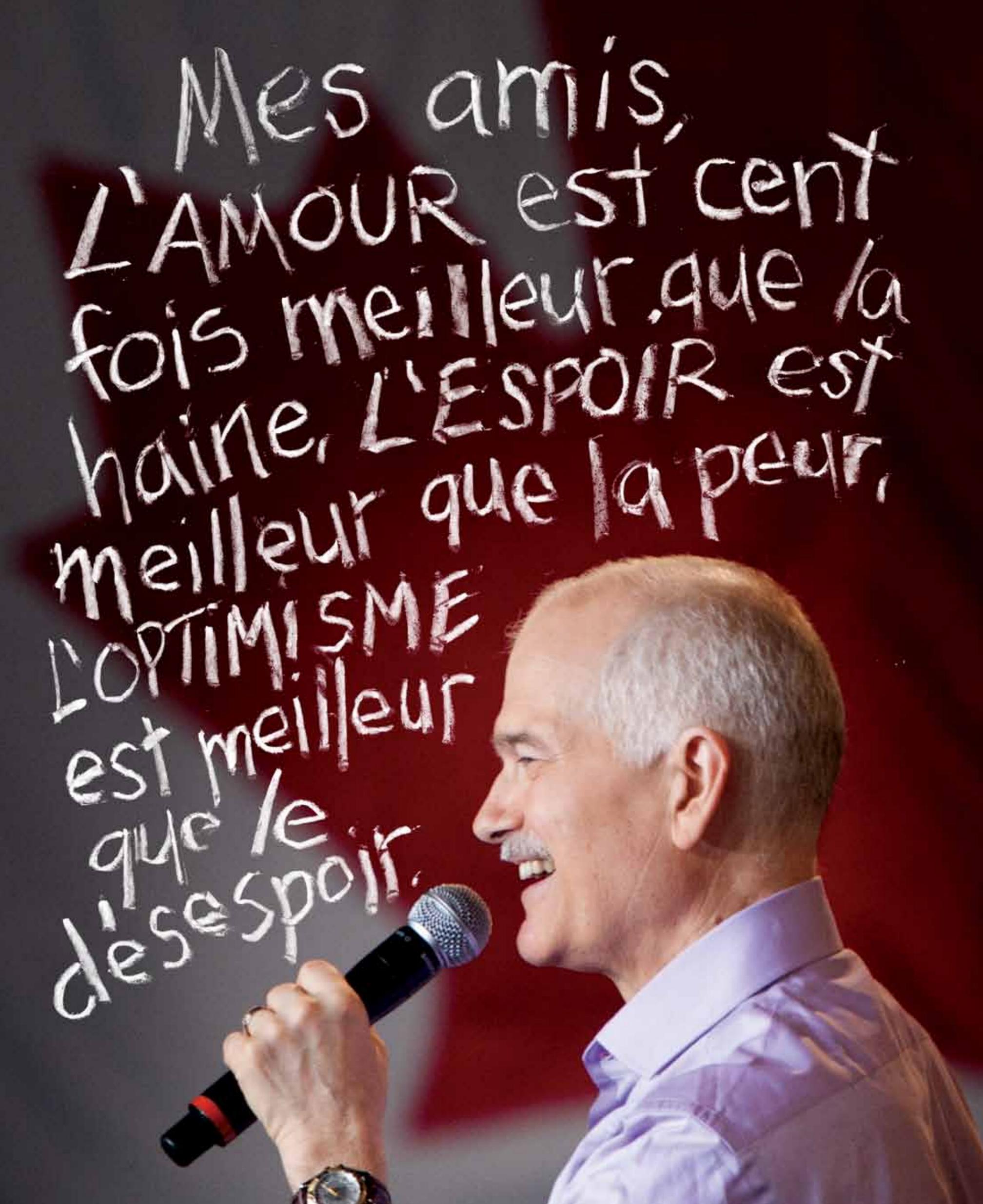
PD : En regardant le mouvement syndical en général et ses défis, quels conseils pourrais-tu donner pour la suite des choses?

CG : Premièrement, il faut que le mouvement syndical réfléchisse sérieusement sur les façons de s'organiser et de communiquer différemment avec ses membres. Les emplois « typiques », comme les emplois industriels de 9 à 5, sont moins nombreux. De plus en plus de travailleurs sont dans des emplois atypiques, à temps partiel, ou sur appel. Pensons par exemple aux personnes qui travaillent dans la sphère des soins à domicile. Le mouvement syndical doit s'adapter à ces nouvelles réalités.

Deuxièmement, les syndicats ne doivent pas hésiter à travailler de près avec d'autres alliés de la société civile, notamment sur les enjeux touchant la privatisation. Par exemple, les syndicats du secteur privé ont certainement intérêt à ce qu'il existe de bons services publics.

Enfin, le mouvement syndical a le devoir de se préoccuper d'enjeux qui ne se limitent pas toujours aux intérêts immédiats de ses membres. Il y a des enjeux sociaux plus larges sur lesquels le mouvement syndical doit agir. Je pense par exemple à la justice fiscale, aux pensions et à la réduction des inégalités sociales. Il faut se battre pour tout le monde.

SCFP.CA/BALADODIFFUSION



Mes amis,
L'AMOUR est cent
fois meilleur que la
haine, L'ESPOIR est
meilleur que la peur,
L'OPTIMISME
est meilleur
que le
désespoir.

ALORS, AIMONS, GARDONS ESPOIR ET RESTONS OPTIMISTES.
ET NOUS CHANGERONS LE MONDE.

Jack Layton – 1950-2011